

**POINT OUT S.A.**

**Société anonyme**

**Siège social: L-1449 Luxembourg**

**18, rue de l'Eau**

**R.C.S. Luxembourg N° B 66617**

**ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE  
DU 6 DECEMBRE 2016**

**N° 3374/2016**

L'an deux mille seize, le six décembre.

Par-devant Maître **Henri HELLINCKX**, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est tenue une Assemblée Générale Extraordinaire de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de "**POINT OUT S.A.**", R.C.S. Luxembourg, numéro B 66617 ayant son siège social à Luxembourg au 18, rue de l'Eau, constituée par acte de Maître Georges d'HUART, notaire de résidence à Pétange en date du 30 septembre 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 911 du 16 décembre 1998.

Les statuts ont été modifiés par acte de Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg en date du 26 octobre 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 360 du 5 mars 2002.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Régis Galiotto, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg,

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Solange Wolter, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg,

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Marc Koeune, économiste, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Monsieur le Président expose ensuite :

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que les mille (1.000) actions d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de un million euros (EUR 1.000.000,-) sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduits, tous les actionnaires représentés ayant accepté de se réunir sans convocations préalables.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

**II.** Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est conçu comme suit :

1. Réduction de capital d'un montant de neuf cent cinquante mille (EUR 950.000,-) par compensation des pertes existantes au 31 décembre 2015 et par affectation à une réserve librement distribuable.

2. Approbation du bilan de clôture de la société luxembourgeoise.

3. Transfert du siège social de Luxembourg vers l'Italie, et adoption de la forme juridique d'une société à responsabilité limitée (società a responsabilità limitata – SRL) selon le droit italien.

4. Fixation du siège social en Italie à Via Senato 12, 20121 Milan, Italie;

5. Modification de la dénomination sociale en "POINT OUT SRL".

6. Démission de quatre administrateurs en place et décharge à leur donner pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

7. Démission du commissaire aux comptes en place, décharge à lui donner pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

8. Refonte complète des statuts pour les adapter au droit italien.

9. Nomination d'un gérant unique.

10. Mandat à donner aux fins d'opérer toutes formalités nécessaires à la radiation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

11. Effet juridique relatif aux résolutions prises.

12. Mandat à donner à Fausto SALIS aux fins de procéder à toutes formalités nécessaires à l'inscription de la société au Registre du Commerce Italien et aux fins de convoquer une assemblée générale extraordinaire en Italie afin de confirmer le transfert de siège en Italie et d'adapter les statuts de la société à la législation italienne.

13. Divers.

L'Assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes :

#### **PREMIERE RESOLUTION**

L'assemblée décide de réduire le capital social d'un montant de neuf cent cinquante mille euros (EUR 950.000,-) par compensation des pertes existantes au 31 décembre 2015 d'un montant total de vingt-cinq mille cinquante-cinq euros et soixante-dix-sept cents (EUR 25.055,77) et par affectation à une réserve librement distribuable pour un montant de neuf cent vingt-quatre mille neuf cent quarante-quatre euros et vingt-trois cents (EUR 924.944,23), de sorte que le capital social est désormais fixé à cinquante mille euros (EUR 50.000,-) représenté par cinquante (50) actions d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune.

La réalité des pertes a été prouvée au notaire instrumentaire par une copie des comptes de la société au 31 décembre 2015, lesquels états financiers demeureront annexés à la présente.

#### **DEUXIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale approuve le bilan de clôture en date de ce jour de la société au Luxembourg, lequel bilan après avoir été signé « *ne varietur* » par le mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexé au présent acte pour être enregistré en même temps.

### **TROISIEME RESOLUTION**

L'Assemblée décide de transférer le siège social statutaire, le principal établissement, l'administration centrale et le siège de direction effective de la société en Italie, sans dissolution préalable de la Société, laquelle continuera l'activité avec tous les actifs et passifs existants de la Société, et continuera son existence sous la forme juridique d'une société à responsabilité limitée selon le droit italien.

### **QUATRIEME RESOLUTION**

L'Assemblée décide d'établir le siège social de la société en Italie à Via Senato 12, 20121 Milan, Italie.

La Société ne maintiendra pas de succursale ou d'autre entité juridique au Luxembourg.

### **CINQUIEME RESOLUTION**

L'Assemblée décide de changer la dénomination sociale en **"POINT OUT SRL"**.

### **SIXIEME RESOLUTION**

Il est pris acte de la démission de quatre administrateurs en place :

- a) **Monsieur Marc KOEUNE;**
- b) **Monsieur Jean-Yves NICOLAS;**
- c) **Madame Nicole THOMMES;**
- d) **Madame Andrea DANY;**

Par vote spécial, il leur est donné décharge pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

### **SEPTIEME RESOLUTION**

Il est pris acte de la démission du commissaire aux comptes en place :

la société **CeDerLux-Services S.à r.l.**, ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Par vote spécial, il lui est donné décharge pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

### **HUITIEME RESOLUTION**

Les statuts, complètement refondus afin d'être adaptés à la législation italienne, auront désormais le teneur suivante :

### **STATUTO**

#### **DENOMINAZIONE - SEDE - OGGETTO - DURATA**

**1)** E' costituita una società a responsabilità limitata denominata:

**"POINT OUT S.R.L."**

**2)** La società ha sede in Milano.

Il trasferimento di sede nell'ambito dello stesso Comune è deciso dai soci e la pubblicità è disciplinata dall'art. 111 *ter* delle disposizioni di attuazione del Codice Civile.

**3)** La società ha per oggetto:

- l'assunzione di partecipazioni ed interessenze in altre società a scopo di stabile investimento, esercitando anche attività di holding e prestando servizi commerciali ed amministrativi a favore delle società controllate o collegate.

La società potrà altresì compiere tutte le operazioni finanziarie, industriali, commerciali, mobiliari ed immobiliari ritenute necessarie od utili per il conseguimento dell'oggetto sociale, nonché assumere partecipazioni ed interessenze in società od imprese aventi oggetto analogo, affine o connesso al proprio, rilasciare garanzie anche reali, fidejussioni ed avalli anche a favore di terzi, il tutto in via non prevalente e con esclusione di attività finanziarie nei confronti del pubblico.

**4)** La durata della società è fissata al **31 dicembre 2050**.

#### **CAPITALE - CONFERIMENTI - PARTECIPAZIONI - DIRITTI SOCIALI**

**5)** Il capitale della società è di Euro 50.000,-.

**6)** Possono essere conferiti tutti gli elementi dell'attivo suscettibili di valutazione economica.

**7)** Le partecipazioni dei soci sono determinate in misura proporzionale ai rispettivi conferimenti.

**8)** I diritti sociali spettano ai soci in misura proporzionale alla loro partecipazione.

## TRASFERIMENTO DELLE PARTECIPAZIONI

**9)** Le partecipazioni sono divisibili e trasferibili sia per atto tra vivi che a causa di morte con le limitazioni di cui agli articoli seguenti.

### Prelazione per trasferimento tra vivi

**9 bis)** In caso di trasferimento per atto tra vivi delle partecipazioni ai soci spetta il diritto di prelazione per l'acquisto.

**(i)** Il socio che intende trasferire la propria partecipazione dovrà darne comunicazione a tutti gli altri soci mediante lettera raccomandata A.R. con indicazione del prezzo e delle condizioni della cessione.

**(ii)** Il diritto di prelazione, esistendo accordo sul prezzo, dovrà essere esercitato nel termine perentorio di 30 giorni dal ricevimento della comunicazione di cui al punto precedente.

**(iii)** In caso di mancato accordo sul prezzo o qualora dovesse mancare l'indicazione e ciò anche nei casi in cui la natura del negozio non preveda un corrispettivo ovvero questo sia diverso dal denaro, ciascun socio può, nei termini predetti, rispettivamente contestarne o chiederne la determinazione. Qualora non fosse raggiunto alcun accordo il corrispettivo sarà determinato, sulla base del valore di mercato, da un unico arbitratore nominato dal presidente dell'ordine dei dottori commercialisti del luogo ove ha sede la società.

Il costo della perizia sarà compensato tra le parti qualora si addivenga alla cessione, ovvero sarà a carico del soggetto che si sia rifiutato di concludere la cessione al corrispettivo indicato dal perito.

Il diritto di prelazione dovrà essere esercitato per la totalità della partecipazione. Nell'ipotesi di esercizio del diritto di prelazione da parte di più di un socio, la partecipazione spetterà ai soci interessati in proporzione alla partecipazione al capitale posseduta.

**(iv)** Ove la prelazione non venga esercitata il socio potrà cedere la partecipazione a terzi entro il termine di 30 giorni dalla data di perfezionamento della procedura di cui sopra; decorso inutilmente detto termine per la cessione a terzi la procedura dovrà essere ripetuta dall'inizio.

Il procedimento sopra esposto non sarà necessario nel caso in cui tutti gli aventi diritto alla prelazione abbiano manifestato in forma scritta il proprio consenso alla cessione.

In caso di trasferimento della nuda proprietà e di trasferimento o costituzione di diritti reali di godimento o garanzia sulla partecipazione, il diritto di voto rimarrà in capo al cedente salvo consenso degli altri soci.

Al fine di evitare dubbi interpretativi si precisa che:

\* nella dizione "trasferimento tra vivi" sono compresi tutti i negozi di alienazione nella più ampia accezione del termine e quindi, a titolo esemplificativo, i contratti di vendita, permuta, dazione in pagamento, conferimento in società e donazione nonché gli atti o i contratti di trasferimento della nuda proprietà e di trasferimento o costituzione di diritti reali di godimento aventi ad oggetto la partecipazione.

\* nell'ipotesi di trasferimento senza l'osservanza di quanto prescritto, l'acquirente non sarà legittimato all'esercizio del voto e degli altri diritti amministrativi.

Le limitazioni al trasferimento della partecipazione previste da questo articolo non sono applicabili:

\* quando il cessionario è società controllante del soggetto cedente o società controllata da quest'ultimo, ovvero controllata dalla medesima controllante ex art. 2359 C.C.;

\* quando il trasferimento avvenga a nome di società fiduciaria per conto del medesimo socio e/o nel caso di ritrasferimento da parte della fiduciaria stessa a favore del socio originario;

\* quando il trasferimento avvenga a favore di altro socio o del coniuge o di ascendenti o discendenti in linea retta del socio cedente.

#### Prelazione per trasferimento mortis causa

**9 ter)** Qualora la partecipazione sia devoluta per successione a favore di soggetti che non siano già soci o che non siano il coniuge o ascendenti o discendenti in linea retta del socio defunto, la partecipazione dovrà essere offerta per l'acquisto a tutti i soci superstiti entro 60 giorni dalla data del decesso. Nel

caso di mancata accettazione dell'offerta entro i successivi 30 giorni l'erede o il legatario acquista la qualità di socio.

Si fa espresso riferimento al precedente articolo per quanto riguarda le procedure ed i termini.

#### DIRITTO DI RECESSO

**10)** Il diritto di recesso spetta nei soli casi previsti dalla legge.

Il socio che intenda recedere dovrà darne comunicazione a mezzo raccomandata A.R. agli amministratori.

La raccomandata dovrà essere ricevuta da tutti i soggetti sopra indicati entro 30 giorni dal giorno in cui:

- \* è stata iscritta nel registro delle imprese la decisione dei soci che legittima il recesso;

- \* il socio recedente ha ricevuto la comunicazione che si è verificato un fatto che legittima il suo diritto di recesso;

- \* il socio recedente è comunque venuto a conoscenza del fatto che legittima il suo recesso.

Il diritto di recesso avrà effetto nei confronti della società dal momento della liquidazione della partecipazione e comunque non oltre il termine di 180 giorni dalla data di avvenuta comunicazione del recesso.

Per quanto non previsto si applica l'art.2473 C.C.

#### DECISIONI DEI SOCI ED ASSEMBLEA

**11)** Oltre alle materie previste dall'art. 2479 c.c., sono riservate alla competenza dei soci le seguenti decisioni:

- \* la nomina e la revoca degli amministratori;

- \* l'assunzione di partecipazioni da cui possa derivare responsabilità illimitata per le obbligazioni della società partecipata;

- \* le decisioni relative al cambio di indirizzo della sede anche quando interno allo stesso Comune.

**11 bis)** L'assemblea può svolgersi anche con intervenuti dislocati in più luoghi collegati con mezzi di telecomunicazione a condizione che siano rispettati



il metodo collegiale ed i principi di buona fede e di parità di trattamento dei partecipanti ed in particolare che:

(a) sia consentito al Presidente dell'assemblea di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare i risultati della votazione;

(b) sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari;

(c) sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione e alla votazione simultanea;

(d) sia consentito agli intervenuti lo scambio di documenti relativi agli argomenti all'ordine del giorno.

La riunione si considera tenuta nel luogo in cui si trova il Presidente ed il segretario.

**11 ter)** Tutte le decisioni che per legge o per statuto non debbano adottarsi con deliberazione assembleare possono essere assunte sulla base di consultazione scritta che dovrà avvenire mediante documenti di identico contenuto da cui risulti chiaramente l'argomento oggetto della decisione.

Ciascun socio dovrà restituire il documento, datato e firmato, entro il termine previsto nel documento stesso, indicando se approva o meno la proposta o se preferisce astenersi.

L'invio dei documenti di consultazione può avvenire anche a mezzo fax o per posta elettronica.

La decisione si reputa validamente adottata qualora entro il termine previsto nel documento pervengano alla società le dichiarazioni di tanti soci che rappresentino almeno la metà del capitale sociale e le dichiarazioni di approvazione di tanti soci che rappresentino almeno la maggioranza del capitale votante.

#### Convocazione dell'assemblea

**12)** L'assemblea è convocata presso la sede sociale o in altro luogo purché in Italia, mediante lettera raccomandata inviata almeno otto giorni prima della

data dell'adunanza, oppure con comunicazione inviata anche a mezzo di fax o di posta elettronica purchè, in quest'ultimo caso, tutti i destinatari forniscano per iscritto, anche con lo stesso mezzo, conferma di aver ricevuto tempestivamente l'avviso.

La convocazione deve essere firmata da un amministratore. In caso di inattività o assenza dell'Organo Amministrativo, la comunicazione potrà essere effettuata da tanti soci che rappresentino almeno un terzo del capitale sociale.

#### Assemblea totalitaria

**13)** In mancanza di convocazione l'assemblea è regolarmente costituita quando partecipa, anche per delega, l'intero capitale sociale e i componenti degli organi amministrativi e di controllo sono presenti all'assemblea ovvero, per dichiarazione del presidente dell'assemblea, hanno comunicato per iscritto alla società di essere informati della riunione e degli argomenti da trattare, senza aver manifestato opposizione alla trattazione.

#### Diritto di intervento all'assemblea

**14)** I soci possono intervenire all'assemblea personalmente o a mezzo di un delegato.

#### Presidenza

**15)** L'assemblea è presieduta dall'Amministratore Unico o dal Presidente del Consiglio oppure dalla persona designata dagli intervenuti.

#### Verbale dell'assemblea

**16)** Le deliberazioni dell'assemblea devono constare da verbale sottoscritto dal presidente e dal segretario.

Se la deliberazione concerne la modifica dell'atto costitutivo o dello statuto il verbale deve essere redatto da notaio.

#### Quorum

**17)** Le deliberazioni aventi ad oggetto le modificazioni dell'atto costitutivo o dello statuto, la trasformazione, la fusione e la scissione, la decisione di compiere operazioni che comportino una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale o una rilevante modificazione dei diritti dei soci, lo scioglimento anticipato della società, nonché la nomina e la revoca dei liquidatori, devono

essere adottate in forma assembleare con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino la maggioranza del capitale sociale.

Tutte le altre deliberazioni assembleari sono adottate con la presenza di tanti soci che rappresentino almeno la metà del capitale sociale ed il voto favorevole di tanti soci che rappresentino la maggioranza assoluta del capitale intervenuto.

Le partecipazioni per la quali non può essere esercitato il diritto di voto sono computate ai fini della regolare costituzione dell'assemblea ma non per il calcolo del quorum deliberativo.

#### AUMENTO DEL CAPITALE

**18)** L'aumento di capitale potrà essere attuato anche mediante offerta a terzi di tutto o parte dell'importo in aumento con esclusione del diritto di opzione, nei limiti di legge. In questo caso ai soci che non hanno espresso voto favorevole spetta il diritto di recesso.

#### RIDUZIONE DEL CAPITALE PER PERDITE

**19)** La relazione degli amministratori e le osservazioni dell'organo di vigilanza, non è necessario che siano depositate presso la sede sociale anteriormente all'assemblea ma devono essere illustrate nella stessa.

#### AMMINISTRAZIONE

**20)** L'amministrazione della società è affidata ad un Amministratore **Unico** o ad un Consiglio composto da **due a cinque** amministratori anche non soci.

Gli amministratori durano in carica a tempo indeterminato o per il minor periodo stabilito all'atto della loro nomina e sono rieleggibili.

#### Consiglio di amministrazione

**21)** Il consiglio nomina fra i suoi membri il presidente, quando a ciò non abbiano provveduto i soci.

Il consiglio si raduna anche in luogo diverso dalla sede sociale purché in Italia, tutte le volte che il presidente lo giudichi necessario o quando ne sia fatta richiesta dalla maggioranza dei suoi membri.

La convocazione deve essere comunicata con lettera spedita almeno otto giorni prima a ciascun membro del consiglio e dell'organo di controllo, se

nominati, o, in caso di urgenza, con telegramma, fax o messaggio di posta elettronica spediti almeno 24 ore prima.

Sono validamente costituite le riunioni anche se non convocate quando sono presenti tutti gli amministratori e tutti i componenti effettivi dell'Organo di Controllo, se nominato.

**22)** Il consiglio è validamente costituito con la presenza della maggioranza dei suoi membri e delibera con il voto favorevole della maggioranza assoluta dei presenti.

**23)** Le riunioni del consiglio di amministrazione sono presiedute dal presidente o, in mancanza, dall'amministratore designato dagli intervenuti e le deliberazioni devono constare da verbale sottoscritto dal presidente e dal segretario.

**23 bis)** Le decisioni del consiglio di amministrazione potranno essere assunte anche con intervenuti dislocati in più luoghi collegati con mezzi di telecomunicazione a condizione che siano rispettati il metodo collegiale ed i principi di buona fede e di parità di trattamento per i quali si fa riferimento a quanto previsto dal presente statuto in tema di assemblea.

Il Consiglio si considera tenuto nel luogo in cui si trova il Presidente e dove pure deve trovarsi il segretario per consentire la stesura e sottoscrizione del verbale sul relativo libro.

#### Sostituzione degli amministratori

**24)** Se vengono a mancare uno o più amministratori quelli rimasti in carica dovranno rimettere senza indugio ai soci la nomina dei nuovi amministratori.

Gli amministratori così nominati scadranno insieme a quelli in carica all'atto della loro nomina.

**25)** In caso di cessazione dalla carica, per qualsiasi motivo, della maggioranza degli amministratori, si intenderanno decaduti dalla carica tutti gli amministratori con effetto immediato. Si applica quanto previsto dal primo comma del precedente articolo.

In caso di consiglio d'amministrazione composto da due membri si avrà decadenza dell'intero consiglio sia in caso di cessazione dalla carica di un amministratore sia in caso di disaccordo sulla revoca dell'amministratore delegato.

#### Poteri di gestione

**26)** All'amministratore unico o al consiglio di amministrazione competono tutti i poteri per la gestione ordinaria e straordinaria della società.

Il consiglio di amministrazione, nei limiti previsti dalla legge, può delegare le proprie attribuzioni ad uno o più amministratori, determinando i limiti della delega.

#### Rappresentanza della società

**27)** La rappresentanza della società spetta all'amministratore unico o al presidente del consiglio e, nei limiti della delega, agli amministratori delegati.

Possono essere nominati istitori o procuratori per singoli, determinati atti o categorie di atti.

#### Compensi

**28)** Agli amministratori spetta il rimborso delle spese sostenute per le ragioni dell'ufficio e, con decisione dei soci, agli stessi può essere riconosciuto un compenso anche in relazione ai particolari poteri attribuiti.

Può altresì essere accantonata a favore degli amministratori, nelle forme repute idonee, un'indennità per la risoluzione del rapporto.

#### **CONTROLLO DI GESTIONE E REVISIONE LEGALE DEI CONTI**

**29)** Quando obbligatorio per legge o deciso dall'Assemblea, viene nominato un Organo di Controllo e/o un Revisore o Società di Revisione.

L'Assemblea, nei limiti consentiti dalla legge, determina la composizione dell'Organo di Controllo nominando un sindaco unico o un collegio di tre membri effettivi e due supplenti.

Salvo diversa disposizione normativa le funzioni di controllo di gestione e revisione legale dei conti possono essere attribuite dall'Assemblea cumulativamente o separatamente all'Organo di Controllo e/o al Revisore o Società di Revisione.

Per la determinazione delle competenze e poteri in caso di istituzione facoltativa si fa rinvio alle disposizioni di legge previste in tema di collegio sindacale delle società per azioni.

#### BILANCIO E UTILI

**30)** Gli esercizi sociali si chiudono il **31 dicembre** di ogni anno.

L'organo amministrativo procede alla formazione del bilancio ed alla sua presentazione ai soci entro 120 giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale, salvo che per legge sia possibile prorogare detto termine di ulteriori 60 giorni.

**31)** Gli utili netti risultanti dal bilancio approvato, dedotti gli accantonamenti a riserva previsti dalla legge, verranno distribuiti o accantonati secondo quanto stabilito dai soci.

#### Versamenti e finanziamenti soci

**32)** La società può acquisire dai soci versamenti in conto capitale o a fondo perduto senza obbligo di rimborso ovvero stipulare con i soci finanziamenti con obbligo di rimborso, salvo quanto disposto dall'art. 2467 C.C., anche senza corresponsione di interessi ed anche non in diretta proporzione alle rispettive partecipazioni al capitale sociale.

La società può inoltre acquisire fondi dai soci anche ad altro titolo, sempre con obbligo di rimborso, nel rispetto delle norme vigenti in materia di raccolta del risparmio presso i soci.

#### SCIoglimento E LIQUIDAZIONE

**33)** In caso di scioglimento della società la liquidazione è affidata ad un liquidatore nominato dall'assemblea dei soci con le maggioranze previste per le modificazioni dell'atto costitutivo.

**34)** Salva diversa delibera dell'assemblea, al liquidatore compete il potere di compiere tutti gli atti utili ai fini della liquidazione, con facoltà, a titolo esemplificativo, di cedere anche in blocco l'azienda sociale, stipulare transazioni, effettuare denunce, nominare procuratori speciali per singoli atti o categorie di atti.

#### COMUNICAZIONI

**35)** Tutte le comunicazioni ai soci, ove non diversamente stabilito, dovranno essere effettuate in forma scritta e recapitate a mano contro ricevuta o per posta mediante raccomandata A.R. agli indirizzi risultanti dal Registro delle Imprese, o per fax o posta elettronica agli indirizzi inseriti in apposito libro istituito dalla società.

Le comunicazioni agli amministratori, all'Organo di Controllo e/o Revisione, al liquidatore ed alla società devono essere effettuate, con le medesime forme sopra indicate.

Il destinatario delle comunicazioni effettuate con le sopra descritte modalità si intende informato dal momento del recapito presso l'indirizzo indicato e non potrà opporre la mancata conoscenza della comunicazione stessa.

#### CLAUSOLA COMPROMISSORIA

**36)** Tutte le controversie nelle quali la legge non preveda l'intervento obbligatorio del pubblico ministero, che dovessero insorgere fra i soci ovvero tra i soci e la società, gli amministratori, il liquidatore, i componenti l'Organo di Controllo e/o Revisione, saranno devolute al giudizio di un unico arbitro, nominato dal presidente dell'ordine dei dottori commercialisti del luogo ove ha sede la società entro il termine di 30 giorni dalla domanda proposta su istanza della parte più diligente.

Nel caso di mancata nomina nei termini, la domanda potrà essere proposta al Presidente del Tribunale territorialmente competente.

L'arbitro deciderà ex bono et aequo, entro il termine stabilito all'atto della sua nomina in funzione della complessità della controversia.

All'arbitro sono altresì devolute le controversie attinenti la validità delle delibere assembleari; in tal caso giudicherà secondo diritto e potrà disporre, anche con ordinanza non reclamabile, la sospensione dell'efficacia della delibera stessa.

Le modifiche della clausola compromissoria devono essere approvate dai soci che rappresentino almeno i due terzi del capitale sociale.

#### DISPOSIZIONI FINALI

37) Per quanto non previsto si fa riferimento alle norme di legge vigenti e, in mancanza di apposita disciplina, alle norme dettate in tema di società per azioni per quanto compatibili.

#### **NEUVIEME RESOLUTION**

En remplacement des administrateurs démissionnaires la personne suivante est nommée en qualité de gérant unique de la Société :

**Monsieur Fausto SALIS**, né le 13.05.1972 à Alghero (Italie), résident à Via Mosca 6/A, 07100 Sassari (SS), Italie lequel mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice social de l'an 2016.

#### **DIXIEME RESOLUTION**

Mandat est donné à FIDUCENTER S.A., aux fins :

- D'opérer toutes formalités nécessaires à la radiation de la société au Registre du Commerce de Luxembourg dès réception de la preuve de l'inscription de la société au Registre du Commerce Italien ;
- De procéder la clôture du/des compte(s) bancaire(s) de la société ;
- De procéder au transfert des soldes desdits comptes bancaires sur un compte à ouvrir au nom de la société désormais de nationalité italienne.

#### **Effet juridique**

Les résolutions prises aux points 1 à 9 prendront effet à la date d'inscription de la société au Registre de Commerce en Italie.

#### **ONZIEME RESOLUTION**

L'assemblée confère tous pouvoirs à Fausto SALIS, préqualifié, aux fins d'opérer toutes formalités nécessaires à l'inscription de la société au Registre du Commerce Italien, avec faculté d'apporter toutes les modifications et signer individuellement tout document nécessaire et utile pour procéder à cette inscription.

#### **CONFIRMATION**

Le notaire instrumentaire certifie sur la base de l'état patrimonial susvisé que le capital social d'un montant de cinquante mille euros (EUR 50.000,-) était



intégralement souscrit et entièrement libéré lors du transfert de la société vers l'Italie et il est réparti de la façon suivante :

- 100% détenu par la société FIDIREV SOCIETA' FIDUCIARIA S.R.L.,  
Via Fumagalli Angelo Carlo 10, 20143 Milan, Italie, code fiscal et numéro  
d'inscription au registre des sociétés de Milan 02518090150.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole,  
l'assemblée s'est terminée.

**Dont acte,**

Fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé  
avec Nous notaire la présente minute.

signé : R. GALIOTTO, S. WOLTER, M. KOEUNE et H. HELLINCKX.

-----  
Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 8 décembre 2016.

Relation: 1LAC/2016/38979

Reçu soixante-quinze euros

75.- €

Le Receveur, (s) P. MOLLING.  
-----

**- POUR EXPEDITION CONFORME -**

Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 6 janvier 2017.